



### Anniversaire du Roi d'Espagne.



C'est aujourd'hui l'anniversaire de *Juan Carlos Primero de Borbon y Borbon*, né le 5 Janvier 1938.

**"Soyez bon espagnol, c'est présentement votre premier devoir. Mais souvenez-vous toujours que vous êtes né français..."**avait dit Louis XIV à son petit-fils, le duc d'Anjou, devenu Philippe V, Felipe Quinto, suite à l'acceptation du testament de Charles II, dernier roi Habsbourg mort sans descendance en 1700.

Nous saisisons cette occasion pour préciser notre point de vue sur la monarchie espagnole. Nous le ferons en deux temps : aujourd'hui, nous affirmerons que, les choses étant ce qu'elles sont, il vaut mieux pour l'Espagne et l'Europe qu'il y ait un roi à Madrid, et qu'il a mieux valu - et de beaucoup - voir un roi succéder à Franco, plutôt que d'assister à un retour de la funeste République espagnole.

Mais nous verrons, plus loin, que cette monarchie n'est pas celle que nous attendons pour la France, et que nous avons un *projet* bien différent pour notre pays .....



## République ou Royauté ? L'exemple espagnol.....



En 1975, à la mort de Franco, l'Espagne est inquiète : depuis quarante ans, qu'on aime ou non le *Caudillo*, il est clair qu'elle connaît une stabilité qui lui a permis un décollage économique certain et, même si elle est encore nettement à la traîne dans de nombreux domaines, tout semble possible, tous les espoirs semblent permis.

Mais que va-t-il se passer ? La stabilité va-t-elle se poursuivre, avec les progrès qu'elle permet ? Ou, l'Espagne rattrapée par ses vieux démons, les fantômes d'une *Guerre Civile* encore présente dans tous les esprits vont ils replonger le pays dans les querelles fratricides.

Avec, pour corollaire inévitable et redouté, la réduction à néant de tous les efforts et de tous les progrès enregistrés depuis 40 ans...

Or - et l'on ne peut que s'en réjouir, aussi bien pour l'Espagne que pour l'Europe... - c'est *le meilleur* qui s'est produit : la Royauté a donné un "**signal fort**", elle a libéré les énergies et, en rassurant tout le monde, elle a permis aux Espagnols de franchir le cap délicat de l'après-franquisme et de se remettre au travail: en devenant "**les japonais de l'Europe**", ceux ci ont non seulement consolidé leurs progrès et leurs acquis des quarante années du franquisme, mais ils ont solidement assaini et conforté leur économie, et donc leur Société (avec les aides de l'Europe, c'est vrai, il convient de ne pas l'oublier.....).



Qu' a donc fait le Roi ? Rien ! Il a été là, c'est tout. Au sommet de l'État, laissant les gouvernements agir, mais supprimant par sa seule présence la guerre stérile pour la conquête du *poste suprême*.

On voit bien, chez nous, l'effarante dépense d'énergie que représente la conquête de la Présidence : cette énergie, bien sûr, n'est plus employée à *Servir*, ce qui est tout de même l'essentiel ! En soustrayant le sommet du pouvoir à la compétition permanente, le Roi d'Espagne a rendu sereine la vie politique : l'exécutif, ce qui est légitime, est resté soumis à l'opinion, avec alternance ou continuité selon les résultats des élections, mais le système a pu fonctionner sans heurts majeurs grâce à la stabilité apportée par la présence du Roi.

Oui, on peut affirmer sans aucune exagération que c'est la Royauté, et la simple présence du Roi, même doté de peu de pouvoirs de *gouvernement direct*, qui a rendu possible l'extraordinaire développement de l'Espagne depuis 1975....

Tout simplement parce que, comme le disait Jean Moréas sous forme de boutade, mais une boutade qui va beaucoup plus loin qu'il n'y paraît, et qui n'est pas dénuée de profondeur : « **Le principal avantage de la monarchie ? C'est en ceci qu'elle supprime la république !** ».

Le roi d'Espagne n'a pas besoin de disposer de pouvoirs étendus, ni même d'aucun pouvoir *immédiat*, pour instaurer au sommet de l'Etat cet *espace a-démocratique* que nous appelons de nos vœux. Un *espace a-démocratique* soustrait aux enchères électorales et qui, comme dans toutes les autres royautés européennes, assure la sérénité, la stabilité, la continuité ; qui assure et incarne la permanence de la nation, sur le *temps long*, à côté des légitimes fluctuations de l'opinion, se traduisant par des changements de Premiers Ministres, mais sans les soubresauts ni les craintes parfois cataclysmiques que l'on connaît chez nous.....



## La royauté telle qu'elle est en Espagne..... (1/2)



Du moins telle que, par exemple, l'*affaire* des propos de la reine Sofia l'a révélée.

On se souvient que, tout récemment, la reine Sofia a suscité un tollé dans une partie de l'opinion publique espagnole. Publié à l'occasion de ses soixante-dix ans, un livre d'entretiens avec la souveraine (1) a, en effet, provoqué de très vives réactions dans la presse et les milieux associatifs et politiques du royaume. En cause, les propos de la souveraine sur plusieurs thèmes de société.

Des propos qui nous semblent, du reste, être tout à son honneur, et qui ne justifiaient nullement le battage qu'on a fait autour d'eux. En fait ce qui a mis le feu aux poudres c'est sa phrase « **les lois civiles ne doivent pas ignorer les lois naturelles** ».

La reine Sofia s'était permis, dans ses dialogues avec Pilar Urbano, de remettre en cause le *mariage gay*, légal en Espagne depuis 2005 : **"Si les homosexuels veulent officialiser leur union, c'est bien qu'ils puissent le faire. Mais qu'ils n'appellent pas cela un mariage !"** Dans un autre passage, elle fustigeait le principe de la laïcité : **"Je crois que nous devrions enseigner la religion à l'école, au moins jusqu'à un certain âge. Les enfants ont besoin d'une explication sur l'origine du monde et de la vie."** Dans ces entretiens, elle critiquait également l'avortement, puis s'opposait à l'euthanasie et aux quotas de parité en politique..... Evidemment les bobos/gauchos/trotskos espagnols ont été à deux doigts de s'étrangler tous !

Mais ce n'est pas tant *le fait* qui nous importe ici ; c'est plutôt ce qu'il a révélé de la royauté espagnole, et du jeu qu'elle peut, ou non, jouer.

Les associations gays, les mouvements féministes, les partis de gauche ont crié au scandale, arguant qu'il s'agissait *d'une sortie contraire aux usages*. Car



si la Constitution le lui permet, les usages veulent que la famille royale n'exprime pas son opinion sur des questions sociales et politiques. Même le Parti populaire (opposition), pourtant proche des opinions conservatrices de la reine, a estimé, par la voix de son porte-parole Esteban Pons, que **"l'institution monarchique ne doit pas parler. Le roi et la reine sont comme le drapeau, qui joue son rôle dans les actes officiels mais sans faire de déclarations."**

Pour une fois, c'est le président socialiste du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, qui a tenu le beau rôle : il a refusé d'alimenter la polémique, préférant évoquer **"la manière exemplaire avec laquelle la reine remplit sa fonction"**.

Il est clair que pour nous, et vu d'ici, cet épisode n'a rien qui puisse ou qui doive nous enthousiasmer. Si nous trouvons fort sain que la reine Sofia exprime son respect pour **"les lois naturelles"**, et fort sympathique sa *sortie* qui a hérissé tout ce que l'Espagne compte d'esprits subvertis et pervertis, nous ne pouvons bien sûr pas faire l'éloge *sui generis* (et encore moins en proposer l'instauration chez nous !...) d'un système à *la Esteban Pons*, où le roi **"ne doit pas parler"**; où **"le roi et la reine sont comme le drapeau..."** mais surtout ne doivent pas **"faire de déclarations"**.

Convenons que, même si nous maintenons qu'il a mieux valu pour l'Espagne, pour la France et pour l'Europe, voir Juan Carlos succéder à Franco, plutôt que d'assister à un retour de la république espagnole, il serait difficile de proposer aux Français la transposition pure et simple de ce *modèle*, en leur demandant d'avoir pour lui *les yeux de Chimène* ! .....

- (1) *La reina muy de cerca (La reine de très près)* de Pilar Urbano, éditions Planeta.
- (2) Voir la note **"République ou Royauté ? L'exemple espagnol..."** dans la catégorie **"République ou Royauté ?"**.



## .... et la royauté telle que l'on pourrait l'imaginer pour la France (2/2)



Georges MATHIEU  
*La nécessité de l'espérance*

Nous ne pouvons qu'avoir une autre idée, un autre *projet politique* pour la France. Et tout d'abord parce que la situation n'est évidemment pas la même en deçà et au delà des Pyrénées.

Si Juan Carlos, prenant la suite de Franco en 1975, a choisi de faire élaborer une Constitution dans laquelle il dispose de peu de pouvoirs de gouvernement direct, alors qu'il aurait pu tout aussi bien faire le pari de conserver tout ou partie des pouvoirs du Caudillo, c'est évidemment par réalisme, parce que les temps n'étaient pas mûrs.

L'empire marxiste ne s'était pas encore effondré; l'idéal révolutionnaire n'était pas encore mort, il semblait même encore bien vivant et nul ne se hasardait à pronostiquer sa fin imminente.

Que pouvait donc faire Juan Carlos, et quel régime pouvait-il raisonnablement instaurer, pour peu qu'il ait eu le désir - ce qui était évidemment le cas... - de voir durer ce régime dans le temps, afin qu'il finisse par s'enraciner vraiment ? Lucide et conscient, que pouvait-il faire d'autre, dans le contexte qui était le sien, que de faire une *monarchie a minima* qui, au moins, dans l'esprit que nous disions plus haut, soustrayait le pouvoir suprême au jeu des partis, donc à la démagogie et à la lutte incessante pour le pouvoir; et assurait au moins un minimum de stabilité au sommet de l'Etat ?

C'est peu, mais c'est déjà beaucoup. En tout cas, à notre très humble avis, c'est nettement mieux que rien. Nettement mieux qu'un retour à la République espagnole, dont on sait fort bien *et* ce qu'elle a été, *et* comment elle a fini, entraînant l'Espagne dans le pire désastre de son Histoire (assez comparable - mutatis mutandis - à ce que fut pour nous l'effondrement de 1940...).

Mais cela n'est pas, dans sa totalité, un *modèle* pour nous. Notre *projet*, s'il devait se réaliser, et se réaliser dans le cadre institutionnel actuel, est bien différent. Il est vrai qu'en un sens la situation qui est la nôtre est peut-être plus simple que celle à laquelle était confronté le jeune Juan Carlos en 1975, à la mort



de Franco. En grande partie parce que, au sortir de l'ère franquiste, les institutions que laissait le général Franco ne jouissaient pas d'une approbation suffisamment large du peuple espagnol et n'auraient sans-doute pas garanti une *transition* paisible ....

Or, nous avons souvent dit que ce qui différencie un royaliste d'un républicain ce n'était pas, d'abord et avant tout, le fait qu'un royaliste voulait un roi, là où le républicain voulait une république; mais, d'abord et avant tout, le fait que le royaliste est un pragmatique, un empirique, là où le républicain est un idéologue, un faiseur d'abstractions qui se complaît dans ses constructions intellectuelles. Nous n'inventerons donc pas une royauté abstraite, sortie de nos cerveaux : il nous suffirait de partir des réalités de la France d'aujourd'hui. C'est-à-dire des Institutions qui sont les nôtres : concrètement, celles de la V<sup>e</sup> République.

Des institutions de la V<sup>e</sup> République qui donnent de réels pouvoirs au Chef de l'Etat. Et qui, elles, à la différence de celles laissées par Franco en 1975, jouissent d'un assez large consensus, sur lequel pourrait s'appuyer une autorité nouvelle. Nous pourrions donc nous contenter de faire en sorte que ce poste de Chef de l'Etat soit dévolu au chef de la Famille de France.

Ce qui, *ipso facto*, serait une amélioration radicale de notre système actuel puisque, sans violence et sans révolution, cela permettrait d'instituer enfin, au sommet de l'Etat, cet espace *a-démocratique* que nous évoquons régulièrement. Il aura fallu une révolution sanglante pour *faire* la république; il n'en faudrait pas tant pour faire la royauté moderne dont la France a besoin....

On voit bien qu'il y a plus qu'un abîme et qu'un océan entre la monarchie telle que nous la proposons là, et ce que nous propose un Esteban Pons. Et qui est - c'est tout le paradoxe espagnol - ce qu'il y a de moins mauvais pour l'Espagne, les choses étant ce qu'elles sont, tout en étant très loin d'être un modèle idéal, en tout cas pour nous.

Dernier point, et non des moindres. A supposer que l'autorité royale dont nous parlons puisse être instaurée au sommet de l'Etat, resterait la question essentielle de la situation de décadence profonde de notre société. Selon notre avis, des institutions dotées d'une autorité royale en leur sommet, pourraient aider puissamment à sa reconstruction. Mais celle-ci, à l'évidence, ne dépendrait pas que de lui seul. Et très certainement devrait dépasser le cadre national .....